

Unité Interdépartementale 25-70-90
5 Voie Gisèle Halimi
BP 31269
25000 Besançon

Besançon, le 09/04/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 17/03/2025

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

ARDEA

34 B BD ORNANO
93200 Saint-Denis

Références : -
Code AIOT : 0005900564

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 17/03/2025 dans l'établissement ARDEA implanté 48 route Nationale B.P. 6 25220 Roche-lez-Beaupré. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- ARDEA
- 48 route Nationale B.P. 6 25220 Roche-lez-Beaupré
- Code AIOT : 0005900564
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil bas
- IED : Non

La société est spécialisée dans le conditionnement de produits destinés aux industriels mais surtout

aux particuliers pour des usages du quotidien dont le bricolage.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Situation administrative au titre des ICPE	Code de l'environnement du 16/10/2007, article R.511-9 et son annexe	Demande de justificatif à l'exploitant	6 mois
4	Etat des matières stockées - information de la population	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 50, point 2.	Demande d'action corrective	1 mois
5	Etat des matières stockées - Modalités de mise à jour	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 50, point 2.	Demande d'action corrective	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
2	Etat des matières stockées	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 49	Sans objet
3	Etat des matières stockées - gestion accidentelle	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 50, point 1.	Sans objet
6	Formation à la sécurité des entreprises extérieures	AP de Mise en Demeure du 15/07/2023, article 1	Levée de mise en demeure

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La situation administrative du site est non conforme par rapport à l'arrêté préfectoral d'autorisation, mais l'exploitant a porté à la connaissance du préfet des modifications portant sur sa situation administrative. Les quantités en stock le jour de l'inspection sont cohérentes avec les quantités indiquées dans le porter à connaissance (PAC). Le PAC est en cours d'instruction par l'inspection des installations classées qui est dans l'attente d'éléments complémentaires afin de statuer sur celui-ci. La situation administrative, le jour de l'inspection, ne peut donc pas être considérée comme conforme mais l'exploitant ayant dûment informé l'inspection des installations classées, il n'est pas proposé ni mise en demeure ni sanction administrative.

L'organisation pour la gestion des stocks et l'édition de l'état des matières stockées semble robuste. Des améliorations peuvent être apportées afin de fournir un état des matières stockées synthétique en vue d'une information de la population en cas de crise.

Des travaux sont en cours avec les services de secours afin d'intégrer dans le plan d'opération interne (POI) un état des matières stockées type.

Enfin, la mise en demeure portant sur la formation à la sécurité des entreprises extérieures est levée.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Situation administrative au titre des ICPE

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 16/10/2007, article R.511-9 et son annexe
Thème(s) : Actions nationales 2025, 1. Appréciation des dangers
Prescription contrôlée : Nomenclature et régime en fonction du classement ICPE du site identifié
Constats : Les quantités présentes dans l'installation le jour de l'inspection sont indiquées en partie confidentielle (Données issues du fichier d'état des matières stockées nommé 25.01.9.xls, onglet Tonnage ICPE, à jour du 17/03/2025 7h50). La quantité de produits de la rubrique 4510-2 présents dans l'installation est supérieure aux quantités autorisées par l'arrêté préfectoral d'autorisation et précisées dans l'arrêté préfectoral de prescriptions complémentaires n° 25-2016-02-02-001 daté du 2 février 2016 (non conforme). L'exploitant apporte les explications suivantes : il a porté à la connaissance du préfet le 13 juin 2023 des modifications relatives à sa situation administrative. L'exploitant qualifie les modifications de notables mais non substantielles, raison pour laquelle il a mis en œuvre les modifications sans attendre l'instruction du dossier par l'inspection des installations classées. Les quantités en stock le jour de l'inspection pour les rubriques 4510 et 4511 respectent les quantités indiquées dans le porter à connaissance. Or l'inspection des installations classées confirme être dans l'attente d'éléments complémentaires relatifs à ce porter à connaissance de la part de l'exploitant et n'est donc pas en mesure, le jour de l'inspection, de confirmer que la modification est notable et non substantielle. Observation relative à l'onglet "Tonnage ICPE": L'exploitant veillera à la cohérence des informations de cet onglet : une colonne "quantité autorisée" mentionne pour certaines rubriques les quantités de l'arrêté préfectoral d'autorisation et non les quantités mentionnées dans le porter à connaissance, que l'exploitant considère pourtant comme acquises. Certaines rubriques sont indiquées en doublon (ex. 4511 qui apparaît en lignes 9, 12 et 13 du fichier consulté le jour de l'inspection). Enfin, l'exploitant ne dispose pas de système d'alerte permettant d'anticiper d'éventuels dépassements de seuils de rubriques ICPE. L'exploitant indique qu'il a pour projet de remettre en service un outil, actuellement obsolète, intégré à l'ERP qui permettrait cette alerte.

<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'onglet Tonnage ICPE, s'il est conservé, doit être modifié afin d'assurer la cohérence des données.</p> <p>Il conviendrait de mettre en place ou de remettre en service un dispositif d'alerte permettant d'anticiper et d'empêcher tout dépassement du seuil ICPE.</p> <p>L'exploitant répondra aux éventuelles demandes de l'inspection des installations classées relative au porter à connaissance.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant</p>
<p>Proposition de délais : 6 mois</p>

N° 2 : Etat des matières stockées

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 49</p>
<p>Thème(s) : Actions nationales 2025, 2. Organisation et moyens pour établir et actualiser un état des stocks.</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant tient à jour un état des matières stockées, y compris les matières combustibles non dangereuses ou ne relevant pas d'un classement au titre de la nomenclature des installations classées.</p> <p>L'exploitant dispose, avant réception des matières, des fiches de données de sécurité pour les matières dangereuses, prévues dans le code du travail lorsqu'elles existent ou tout autre document équivalent.</p> <p>Ces documents sont facilement accessibles et tenus en permanence à la disposition du préfet, des services d'incendie et de secours, de l'inspection des installations classées et des autorités sanitaires.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant utilise un progiciel de gestion intégré (ERP) lui permettant d'avoir accès à l'état des matières stockées de la veille. Une extraction est réalisée quotidiennement. L'inspection des installations classées a consulté le fichier daté du 17/03/2025 portant sur les quantités de la veille soit le 16/03/2025. Ce fichier excel dispose de plusieurs onglets correspondant aux bâtiments et zones de stockage.</p> <p>Dans chaque onglet correspondant à un bâtiment ou une zone de stockage, les produits sont listés avec leur rubrique ICPE, le cas échéant, et la quantité en tonnes. 4 colonnes supplémentaires permettent de répartir les quantités selon que le produit est une matière combustible, une matière inflammable, une matière écotoxique ou une matière corrosive. Les articles de conditionnement (combustibles) sont répertoriés dans ce fichier.</p> <p>Un inventaire physique annuel (voire semestriel si besoin) est réalisé et permet de recalculer, le cas échéant, les stocks.</p> <p>L'état des matières stockées peut être obtenu à distance. Des sauvegardes sont réalisées sur des serveurs sur site et en Belgique : en cas d'indisponibilité des serveurs du site, les sauvegardes des</p>

<p>serveurs basés en Belgique peuvent être remontées.</p> <p>Plusieurs personnes ont accès à cet état, même en cas de crise (responsable HSE et responsable de production, notamment).</p> <p>Un service Affaires réglementaires est en charge de la gestion des fiches de données de sécurité. Celles-ci sont obtenues des fournisseurs, analysées et les informations sont saisies dans l'ERP.</p> <p>Observation :</p> <p>Une piste d'amélioration pourrait être de rendre visible dans l'ERP la date de la FDS en vigueur et dont les informations sont extraites.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 3 : Etat des matières stockées - gestion accidentelle

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 50, point 1.</p>
<p>Thème(s) : Actions nationales 2025, 3. Connaître les quantités de matières dangereuses</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Cet état des matières stockées permet de répondre à l'objectif suivant :</p> <p>1. servir aux besoins de la gestion d'un événement accidentel ; en particulier, cet état permet de connaître la nature et les quantités approximatives des substances, produits, matières ou déchets, présents au sein de chaque zone d'activités ou de stockage.</p> <p>Pour les matières dangereuses, devront figurer, a minima, les différentes familles de mention de dangers des substances, produits, matières ou déchets, lorsque ces mentions peuvent conduire à un classement au titre d'une des rubriques 4XXX de la nomenclature des installations classées.</p> <p>Pour les produits, matières ou déchets autres que les matières dangereuses, devront figurer, a minima, les grandes familles de produits, matières ou déchets, selon une typologie pertinente par rapport aux principaux risques présentés en cas d'incendie. Les stockages présentant des risques particuliers pour la gestion d'un incendie et de ses conséquences, tels que les stockages de piles ou batteries, figurent spécifiquement.</p> <p>Cet état est tenu à disposition du préfet, des services d'incendie et de secours, de l'inspection des installations classées et des autorités sanitaires, dans des lieux et par des moyens convenus avec eux à l'avance ;</p>
<p>Constats :</p> <p>Dans chaque onglet correspondant à un bâtiment ou une zone de stockage, les produits sont listés avec leur rubrique ICPE (notamment pour les produits de rubrique 4xxx), le cas échéant, et la quantité en tonnes. 4 colonnes supplémentaires permettent d'identifier les quantités de matière combustible, de matière inflammable (H225/H226), de matière écotoxique (H410/H411) et de matière corrosive (H314).</p> <p>Les articles de conditionnement (combustibles) sont répertoriés dans ce fichier.</p> <p>Le site ne stocke ni batteries ni piles.</p> <p>Observation : L'onglet "U2" mentionne les produits stockés dans l'atelier U2 et dans le bâtiment "Monnot", notamment. Il pourrait être opportun de dissocier les quantités de matières stockées dans U2 de celles stockées dans le bâtiment Monnot.</p> <p>Observation : De la même façon, l'onglet "Stock AC" mentionne les produits stockés dans l'atelier Acide et dans le bâtiment situé en face de ce bâtiment Acides. Il pourrait être opportun de dissocier les quantités de matières stockées dans le bâtiment acides de celles stockées dans le bâtiment d'en face.</p>

<p>Observation : Enfin, il pourrait être opportun d'ajouter (soit dans l'état des matières stockées, soit, comme le propose l'exploitant, dans le POI) les matières des différents éléments de structure des bâtiments.</p> <p>L'inspection des installations classées a vérifié par échantillonnage la concordance entre les quantités indiquées dans l'état des matières stockées et les quantités physiquement présentes. Cet échantillonnage concerne 2 produits : la solution ammoniacale et l'hypochlorite de sodium. Le jour de l'inspection, ces 2 produits sont en cours de fabrication, il est donc constaté des écarts entre les quantités du fichier d'état des stocks et les quantités physiquement présentes. Cependant, ces écarts sont compatibles et expliqués par les cadences de production.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 4 : Etat des matières stockées - information de la population

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 50, point 2.</p>
<p>Thème(s) : Actions nationales 2025, 4. Inventaire synthétique</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Cet état des matières stockées permet de répondre à l'objectif suivant :</p> <p>2. répondre aux besoins d'information de la population ; un état sous format synthétique permet de fournir une information vulgarisée sur les substances, produits, matières ou déchets présents au sein de chaque zone d'activités ou de stockage. Ce format est tenu à disposition du préfet à cette fin.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'état synthétique des matières stockées est encore trop détaillé puisqu'il est disponible sous forme d'une ligne par produit. Néanmoins, toutes les informations sont disponibles : quantités par zone, par produit (les noms sont facilement compréhensibles par la population. Exemples : acétone, brou de noix, antiverdissure...) et par type de danger : écotoxique, corrosif, inflammable et combustible) dans le fichier d'état des matières stockées.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Il est demandé à l'exploitant de produire un état des stocks sous format plus synthétique en ne reprenant que les informations essentielles pour l'information de la population.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande d'action corrective</p>
<p>Proposition de délais : 1 mois</p>

N° 5 : Etat des matières stockées - Modalités de mise à jour

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 50, point 2.</p>
<p>Thème(s) : Actions nationales 2025, 5. Modalités de mise à jour</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>[...]</p>

L'état des matières stockées est mis à jour a minima de manière hebdomadaire et accessible à tout moment, y compris en cas d'incident, d'accident, de pertes d'utilité ou de tout autre évènement susceptible d'affecter l'installation. Il est accompagné d'un plan général des zones d'activités ou stockage utilisées pour réaliser l'état qui est accessible dans les mêmes conditions. Pour les matières dangereuses, cet état est mis à jour a minima de manière quotidienne. Un recalage périodique est effectué par un inventaire physique, au moins annuellement, le cas échéant, de manière tournante.

L'état des matières stockées est référencé dans le plan d'opération interne lorsqu'il existe. [...]

Constats :

L'exploitant utilise un progiciel de gestion intégré (ERP) lui permettant d'avoir accès à l'état des matières stockées de la veille. Une extraction est réalisée quotidiennement. Ce fichier Excel dispose de plusieurs onglets correspondant aux bâtiments et zones de stockage. Le plan des zones associées est disponible dans le POI.

Un inventaire physique annuel (voire semestriel si besoin) est réalisé et permet de recalculer, le cas échéant, les stocks.

L'état des matières stockées peut être obtenu à distance. Des sauvegardes sont réalisées sur des serveurs sur site et en Belgique : en cas d'indisponibilité des serveurs du site, les sauvegardes des serveurs en Belgique peuvent être remontées.

Plusieurs personnes ont accès à cet état, même en cas de crise (responsable HSE et responsable de production, notamment).

Constat précédent concernant le POI (Visite d'inspection du 24/09/2024) :

[...] "ARDEA dispose d'un POI mais l'état des matières stockées n'y est pas référencé".

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Il est demandé à l'exploitant de faire figurer un état des matières stockées « type » avec les types de produits et les quantités maximales susceptibles d'être présentes dans son POI.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 1 mois

Constats de la visite du 17/03/2025 concernant le POI :

Le jour de l'inspection, le POI n'est pas mis à jour mais l'exploitant a rencontré le SDIS le 18/10/2024 pour évoquer ce sujet. L'exploitant a transmis le 18/10/2024 au SDIS son étude de dangers, l'inventaire des cuves et le POI.

L'exploitant a relancé le SDIS le 18/03/2025 (tous les justificatifs et notamment les mails d'échanges ont été présentés à l'inspection le 18/03/2025).

L'exploitant étant en contact avec le SDIS et ayant avancé sur le sujet, il n'est pas proposé de suites administratives mais un prolongement du délai de la demande d'action corrective sur ce point.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 3 mois

N° 6 : Formation à la sécurité des entreprises extérieures

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 15/07/2023, article 1

Thème(s) : Risques accidentels, Formation / documentation – Plan formation

Prescription contrôlée :

La société ARDEA, dont le siège social est situé 34 B, Boulevard ORNANO - 93200 SAINT-DENIS, exploitant des installations de stockage et de conditionnement de produits chimiques et pétroliers sises 48 route nationale à ROCHE-LEZ-BEAUPRÉ est mise en demeure, à compter de la notification du présent arrêté, de respecter dans un délai de deux mois, les prescriptions de l'article 5 de l'arrêté ministériel du 26 mai 2014 susvisé reprises ci-dessous en gras :

« La politique de prévention des accidents majeurs prévue à l'article R. 515-87 du code de l'environnement est décrite par l'exploitant dans un document maintenu à jour et tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.

Les éléments des rapports de visites de risques qui portent sur les constats et sur les recommandations issues de l'analyse des risques menée par l'assureur dans l'établissement, sont également tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.

Les différents opérateurs et intervenants dans l'établissement, y compris le personnel des entreprises extérieures, reçoivent une formation sur les risques des installations, la conduite à tenir en cas d'incident ou d'accident et, s'ils y contribuent, sur la mise en œuvre des moyens d'intervention. Des personnes désignées par l'exploitant sont entraînées à la manœuvre des moyens de secours.

... »

Constats :

L'entreprise a mis en place un document d'accueil (document référencé INS 803, version A) qui sert de support de formation à destination, notamment, des entreprises extérieures. Ce support vient compléter les consignes de sécurité présentées lors des analyses de risques constitutives des plans de prévention (document référencé ENR 804 Indice B). Le responsable maintenance, principal donneur d'ordres, présente aux intervenants des entreprises extérieures les risques présents en fonction des zones et de l'activité, et vérifie que le personnel de l'entreprise extérieure est bien titulaire des habilitations requises, le cas échéant.

L'exploitant ayant satisfait aux prescriptions, la mise en demeure peut être levée.

Type de suites proposées : Sans suite

Proposition de suites : Levée de mise en demeure